

## PLAN CAMPUS

La publication de la liste des six premières universités retenues pour constituer l'ossature d'un réseau de dix grandes universités françaises en capacité de rivaliser avec les grandes universités du monde laisse apparaître l'absence du projet déposé conjointement par les 3 universités métropolitaines Lille 1, Lille 2, Lille 3. Certes une deuxième liste est à venir et rien n'est perdu, mais le temps presse pour que la mobilisation générale s'organise.

L'enjeu est de taille pour les universités lilloises qui doivent absolument être retenues dans le plan gouvernemental des DIX CAMPUS :

- Pas seulement pour avoir leur part du gâteau de la vente d'une partie du capital d'EDF, encore que, il n'y a pas si longtemps, on disait que le dixième des produits de la solidarité nationale devaient revenir à notre région
- Pas seulement parce que le paysage universitaire français des prochaines décennies sera profondément marqué par la césure entre les dix et « les autres »
- Pas seulement parce que l'effort d'Université 2000 puis U 3000 a été accompagné par les collectivités territoriales et que cet effort doit être poursuivi

Dans un monde de concurrence internationale exacerbée, il y a aussi concurrence entre les universités. On aime ou on n'aime pas les classements internationaux mais le « **classement de Shanghai** » est devenu une référence. Il mesure l'excellence de la recherche d'abord, la qualité de la production d'enseignement ensuite, mais aussi les conditions de vie sur les campus.

Les enseignants, les étudiants eux-mêmes, iront là où les universités sont les meilleures. Les crédits de recherche suivront la même pente, de la même manière que les investissements privés, dès lors que ceux-ci deviendraient indispensables.

Les suivront la même pente, ainsi que les investissements privés, et, nous savons tous que le développement économique d'un territoire est fortement lié à la présence conjointe des universités, des écoles et des entreprises réalisant de la recherche/développement.

- Si les équipements de recherche existent, si les bâtiments d'enseignement sont à peu près là, les conditions d'accueil ne sont pas à la hauteur.

### **Nos campus exigent d'être mis à niveau.**

Personne ne peut ignorer que la Cité Scientifique et le campus littéraire étaient en avance sur leur époque au moment de la décision de leur construction prise par le recteur Debeyre. Mais cet effort est resté inachevé et le retard pris aujourd'hui est grand.

En capacité et en qualité de conditions de vie, la situation est catastrophique (les résidences universitaires construites pendant les années soixante et soixante-dix ne correspondent plus en rien aux conditions d'hébergement exigées par les étudiants d'aujourd'hui).

Il faut un plan massif qui ne vise pas seulement à résoudre le problème du nombre. Sur les campus aussi, il faut construire des éco-quartiers, mobiliser les moyens de transport collectifs, utiliser les moyens existant de communication et d'information.

La qualité de vie exige des équipements sportifs et de loisirs.

Le projet déposé par les universités métropolitaines est ambitieux sur ces points ; il est évalué à 700 M€, c'est donc un investissement fondateur pour l'économie régionale .Il est cohérent avec l'effort de développement opéré notamment sur le parc scientifique de la haute borne et celui d'Eurasanté

### **Il nécessite la mobilisation de tous, avant la « session de rattrapage » !**

Responsables politiques, des milieux économiques, universitaires ; ce doit être notre devoir commun

Jean Michel Stievenard

Président directeur général de la haute borne

Le 29 mai 2008